

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 7 novembre 2020  
Régulièrement convoqué le 30 octobre 2020

Le 07 novembre 2020 à neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVÉAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Pouvoirs :** Mme Sandrine MAGNETTE (Pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Julien DECORTE (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU)

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

### 3.03 - CONVENTION DE SERVITUDE DE RÉSEAU PUBLIC D'EAU POTABLE AVEC LA S.A.S. CARREFOUR PROPERTY SUR LA PARCELLE CADASTRÉE ZR 839 – CHEMIN DES BLÂCHES

**Monsieur Karim OUMEDDOUR, Adjoint au Maire, Rapporteur,** expose à l'assemblée :

Dans le cadre de sa compétence Défense Extérieure Contre Incendie, la Commune de Montélimar a en charge la maintenance des Points d'Eau Incendie (P.E.I) sur son territoire. Le poteau incendie qui se trouve sur le trottoir du chemin des Blaches, desservant un ensemble de commerces de la zone commerciale Sud, a été endommagé à plusieurs reprises du fait du stationnement de véhicules et a fait l'objet d'un remplacement à trois reprises en moins de 5 ans.

Dans le souci d'une meilleure gestion de cet ouvrage public, il convient de le déplacer. La société CARREFOUR PROPERTY, propriétaire de l'hypermarché du Soleil Levant, a accepté que ce poteau incendie soit implanté sur son espace vert, soit à une distance de deux mètres de sa position actuelle.

Aujourd'hui, il convient d'entériner l'accord de CARREFOUR PROPERTY par la signature d'une convention de servitude de passage de réseau public sur terrain privé.

La convention reprend les conditions générales et particulières relatives à la constitution d'une telle servitude et mentionne les points suivants :

- CARREFOUR PROPERTY autorise la Commune à laisser pénétrer ses agents, ceux de la société fermière agissant pour son compte pour la réalisation de travaux, l'exploitation, la surveillance, la maintenance, l'entretien ou la modification des ouvrages,
- le poteau incendie sera installé sur l'espace vert situé au Nord de la parcelle ZR 839,

- la canalisation souterraine sera implantée sous la parcelle d'une longueur de DEUX mètres ainsi que ses accessoires
- l'établissement de la servitude ne donne pas droit à indemnité sauf pour les dégâts causés lors de travaux ; le maître d'ouvrage s'engageant à remettre en état le terrain après travaux,
- CARREFOUR PROPERTY s'interdit dans l'emprise des ouvrages, de faire des plantations et des modifications du profil du terrain sur une bande d'une largeur de 1 mètre de part et d'autre de la canalisation.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le projet de convention susmentionné,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** la convention de servitude de passage au profit de la Commune sur la parcelle privée cadastrée ZR 839,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document y afférent,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,  
Suivent les signatures.

### POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 08 novembre 2020

Pour le Maire, par délégation  
L'Adjoint au Maire

Karim OUMEDDOUR

